

Étape 5 : analyser les parties prenantes

Une analyse des parties prenantes avec les pouvoirs publics permet d'identifier les intervenant·e·s et leurs missions ainsi que leur zone d'action afin de dresser une liste de partenaires et parties prenantes potentiel·le·s pour le FBP/les APAP qui doivent être impliqué·e·s en vue de profiter de synergies collaboratives mais aussi d'éviter des doublons.

Elle permet en outre d'identifier des personnes susceptibles de promouvoir l'ordre du jour du FBP au sein du gouvernement, des agences humanitaires, des ONG, des agences des Nations unies et du secteur privé. Toutes ensemble, les organisations soucieuses de faire avancer l'APAP/le FBP constituent une base solide pour plaider ces causes devant le gouvernement, en exploitant la sphère d'influence de chacune. Cette étape est cruciale compte tenu de la diversité des investissements qui peuvent tous contribuer à la durabilité du FBP ; dans certains cas, ces investissements ne sont pas nécessairement connus des agences gouvernementales ou des autres acteur·rice·s. Il est donc essentiel de parvenir à savoir qui fait quoi, où et comment pour qu'ils soient efficaces.



Exemple pratique : la Zambie

(Tirer parti de la GRC par le biais d'une analyse des parties prenantes)

En Zambie, une analyse des parties prenantes a permis d'identifier la Banque mondiale au nombre des influenceur·se·s. Par ailleurs, un dialogue destiné à impliquer le gouvernement dans le financement d'actions précoces ne progressait pas comme prévu. La Croix-Rouge de Zambie s'est alors tournée vers la Banque mondiale qui aidait l'Unité d'atténuation et de gestion des catastrophes (DMMU, Disaster Mitigation and Management Unit), l'agence gouvernementale chargée de la GRC, à rédiger des directives opérationnelles destinées au Fonds national pour les catastrophes. La Banque mondiale a mis la Croix-Rouge en contact avec les personnes pertinentes au sein de la DMMU dans le but de faire progresser le dialogue.